

## NUCLÉAIRE : LES INSTALLATIONS MILITAIRES IGNORÉES, L'APPLICATION PACIFIQUE DE L'ATOME STIGMATISÉE. RÉPONSE AU TEXTE ALTERNATIF N.1 (4/4)

*Ceci est la 4ème et dernière contribution pour le 37ème congrès du PCF sur les enjeux énergétiques. (les autres textes peuvent être lu sur ce site)*

C'est aujourd'hui un fait, lorsqu'on évoque les enjeux énergétiques et le nucléaire civil dans un débat public, les questions et interrogations fusent toujours : on est sommé de s'expliquer sur la gestion de la sûreté, le traitement des déchets, le démantèlement futur, le coût... Des questions hautement techniques, que le public n'hésite pas à aborder, en répétant simplement ce qu'il entend dans les médias ou dans les argumentaires d'associations antinucléaires, à défaut de s'être vraiment penché sur la question : nous avons eu l'occasion de traiter toutes ces sujets à plusieurs reprises dans les contributions précédentes, qu'on peut retrouver sur ce site.

Mais ce qui interpelle le plus – au regard des nombreuses préoccupations légitimes concernant la sûreté du nucléaire civil – c'est qu'il est très rare que des questions de ce type soient posées au même niveau d'exigence pour l'usage militaire du nucléaire.

### **Une absence étonnante dans le texte alternatif n°1**

Ainsi en est-il du texte alternatif n°1 pour le 37ème congrès du PCF (« Pour une ambition communiste du front de gauche.. ») qui propose la sortie du nucléaire en argumentant sur les dangers de cette énergie et de ses installations. Nous avons eu l'occasion de répondre sur ce point (celui de la dangerosité des installations industrielles, pas seulement du nucléaire...) dans une contribution consacrée à cela, car c'est un sujet essentiel. Mais un élément supplémentaire est frappant : il n'y a pas d'équivalent sur la problématique des risques et de la dangerosité des installations liés à notre arsenal militaire nucléaire dans le texte n°1 (indépendamment de la question de la paix et du désarmement). Arsenal présent sur le territoire Français, présent dans les mers, sur terre, sur des dizaines de sites avec plusieurs centaines de bombes thermonucléaires (800 fois plus puissante que celle d'Hiroshima...) capables de raser des villes de plusieurs millions d'habitants. Ces installations sont à quelques km de nos habitations : on les installe, on les démonte, on les entretient, on les déplace, on assure leur maintenance 24h/24h. Cela dépasse la seule question du désarmement nucléaire : peut-on accepter sur notre territoire de tels engins de mort avec tous ses accidents possibles et imaginables ? Comment un texte qui consacre pourtant quelques lignes bien spécifiques au nucléaire civil et à sa dangerosité (mais curieusement rien sur la chimie, l'hydraulique, les laboratoires de virologie, voir la contribution qui pointe ces incohérences), puisse être si silencieux sur ce point ? Bien sûr le texte reprend l'idée d'un désarmement international dans la partie concernant la paix dans le monde, mais en attendant, ces sites et leurs risques existeront bien sur nos territoires, pendant encore longtemps car le désarmement international est très loin d'être d'actualité aujourd'hui. Dit autrement, on peut voir disparaître d'ici quelques années toutes nos installations civiles et notre industrie nucléaire avec ses 400 000 emplois et tout le savoir faire français dans ce domaine, avec des conséquences sociales, économiques et environnementales très graves (climat, pollution directe par le charbon et le gaz, voir l'exemple Allemand) et dont notre pays aura du mal à se relever. C'est pourtant un triste scénario tout à fait plausible, compte tenu des nombreuses forces politiques qui travaillent à cela, et comme y contribue ici le texte alternatif n°1 en prônant clairement la « sortie du nucléaire ». Mais les installations militaires, elles, perdureront, on le sait très bien, car il n'y a pas de mobilisations équivalentes en France contre cet aspect du nucléaire. Ne faudrait-il pas alors construire la sortie du nucléaire autrement en changeant de priorité, et en sensibilisant sur les installations militaires et la bombe, mille fois plus dangereux que des usines produisant de l'électricité de façon pacifique et répondant à un besoin social réel comme Flamanville ?

Alors qu'une épée de Damoclès atomique pèse juste au-dessus de nos têtes, ce texte se focalise prioritairement sur l'usage pacifique de l'atome, en proposant son abandon. En somme, on prône la

fermeture de Fessenheim, qui fait vivre plusieurs centaines de salariés et tout un tissu industriel dans la région, contribuant aussi à faire baisser nos émissions de CO2, car ce serait dangereux selon ce texte, mais rien d'équivalent sur les risques autour des installations militaires.

### **Un climat politique général**

En réalité, cela traduit une ambiance bien réelle sur le sujet, présente dans la société, et qui dépasse l'enjeu d'un texte alternatif interne au PCF. En témoignent les réactions à géométrie variable et les déclarations politiques, de partis politiques qui prônent une « sortie du nucléaire ». Ceux-là même, si prompt à produire des communiqués de presse au moindre incident, concluant toujours à la nécessaire fermeture des sites nucléaires et portant systématiquement la suspicion sur les autorités de sûreté, en même temps, ignorent superbement les grandes décisions et orientations stratégiques qui se prennent dans le domaine militaire du nucléaire, et ne les commentent guère.

### **Vous avez dit « Barracuda »?**

Tout le monde par exemple connaît le nom de Flamanville ou de Fessenheim. Mais combien ont déjà entendu parler du programme Barracuda? Faites donc le test autour de vous, posez la question.... Il s'agit pourtant d'un grand programme de renouvellement de la flotte de sous-marins français à propulsion nucléaire, qui se chiffre en milliards d'euros. Ce sont des engins de guerre, destinés à provoquer le plus de morts et de dégâts possibles, et dans leur ventre, du combustible nucléaire qui sert à leur propulsion, avec les mêmes problématiques de pollutions radioactives potentielles pour les océans et les mers. Le chantier naval se trouve à Cherbourg, connu de tous, et aussi des politiques : pourtant curieusement, pas de ZAD ici, pas de brèves régulières dans les infos parlant de son coût, pas de communiqués politiques de ceux qui se targuent pourtant d'aimer la Méditerranée ou qui s'extasient devant la beauté de l'océan, pas de polémiques autour des risques, autour des retards éventuels dans le calendrier du chantier, pas de dénonciations de la gabegie financière éventuelle que représente ce type de dépense etc... (et le texte n°1, non plus, ne parle pas de cela)

Ainsi, alors qu'on stigmatise des usines produisant de l'électricité et rendant un service considérable et pacifique à toute la société, des sites comme Fessenheim ou Flamanville, il est étonnant que l'usage militaire ne soit pas débattu, ou en tout cas ne soulève pas autant de controverses, que le nucléaire civil.

Parfois, nous nous trouvons même face à une attitude inverse, à savoir un soutien clairement affiché aux applications militaires du nucléaire, venant pourtant de personnalités ouvertement hostiles à la version civile, et de la part de dirigeants politiques pourtant classés à gauche. Par exemple, on a pu voir s'exprimer de nombreuses inquiétudes sur le rachat par General Electric d'Alstom, entreprise française produisant les turbines servant au porte-avion Charles de Gaulle ainsi qu'aux sous-marins nucléaires, en pointant la perte d'indépendance de la France face à ce transfert de technologie, mettant en avant et valorisant le dispositif de dissuasion nucléaire Français, comme pièce incontournable de la défense nationale (pour reprendre les termes des communiqués politiques). Pourtant lorsque ce porte-avion est à quai à Toulon par exemple, c'est un peu comme une petite centrale nucléaire flottante avec les mêmes problématiques de sécurité et de pollutions potentielles que Fessenheim. Si un de ces sous-marins venait à couler dans le pacifique, ce serait l'équivalent de plusieurs Fukushima en terme de pollution marine. Et ne parlons pas des scénarios à la Docteur Folamour toujours possible...

### **L'arme atomique mieux traitée que les 5 000 salariés d'Areva**

Le décalage va encore plus loin lorsque ces même personnalités, tout en cachant difficilement leur satisfaction lors de l'annonce de pertes records de grandes entreprises comme Areva, brandissent les difficultés actuelles d'EDF sous un air de « on vous l'avait bien dit, le nucléaire cela ne marche pas ». Pourtant, ils savent très bien jouer de la fibre nationaliste pour soi-disant défendre l'indépendance de la France dans la maîtrise d'une industrie stratégique, étroitement lié au nucléaire militaire, comme on l'a vu avec l'exemple plus haut pour Alstom. Mais très peu de personnalités

politiques sont venus soutenir les 5 000 salariés d'Areva, entreprise qui développe pourtant une version civile et pacifique de l'usage de l'atome, lors d'une manifestation monstre et inédite à la Défense en septembre 2015. Alors qu'en pareil cas, on retrouve habituellement tout le spectre politique de la gauche dans ce genre de manifestation, présent au côté des salariés, c'est le porte-avion Charles-de-Gaule et sa propulsion nucléaire, ainsi que les missiles atomiques de nos sous-marins, qui ont été mieux traités et défendus que les salariés d'Areva, par des personnalités se réclamant pourtant de la gauche.

### **L'eau oxygénée, plus dangereux que le missile M51**

Enfin, songeons aussi qu'en juin 2013 un missile balistique (dit M51) d'une valeur 120 millions d'euros a explosé accidentellement au-dessus de la Bretagne. Evidemment, la charge nucléaire n'y était pas présente, mais cela n'a pas provoqué de réactions indignées, ni de « chaînes humaines » contre le nucléaire militaire comme on sait si bien le faire devant les centrales d'EDF. Si les 2 ouvriers légèrement blessés par de l'eau oxygénée en 2012 dans la centrale de Fessenheim, ont eu droit à plusieurs communiqué d'associations ou de partis politiques ouvertement hostile au nucléaire civil, s'inquiétant de la sûreté du site et demandant sa fermeture, à l'inverse, l'explosion de ce missile (sans sa charge), entendue dans un rayon de plus de cent km par les habitants, missile nucléaire destiné à rayer des villes de plusieurs millions d'habitants de la surface du globe, n'a pas eu droit aux mêmes honneurs. En attendant, des mots d'ordre étaient lancés par diverses associations, au même moment, appelant à déboulonner des pylônes de lignes haute tension afin de protester contre la construction de l'EPR de Flamanville, version pacifique pourtant de l'utilisation de l'atome.

Tous ces exemples prouvent bien que le nucléaire civil a depuis longtemps cessé d'être un enjeu traité de manière rationnelle, on avance des problèmes de sécurité et on joue sur les peurs, alors que sous nos pieds, nous avons en France, de quoi faire sauter plusieurs fois l'Europe, sans que cela provoque de réactions équivalentes.

Amar Bellal, auteur de « *Environnement et énergie, comprendre, pour débattre et agir* » Edition *Le Temps des cerises*